

A propos du “mépris de classe” sur la ZAD

publié le mercredi 24 juillet 2013 à 19:09 | ZADist | [Share](#)

Mis à jour : le mercredi 24 juillet 2013 à 19:21

Lieux: [Notre-Dame-des-Landes ZAD](#)

Ce texte naît de plusieurs discussions en non-mixité meufs-gouines-trans au sujet des « embrouilles » qui ont pris de la place ces derniers temps sur la ZAD. Depuis des mois ça nous provoque du malaise et de la colère. Le but de ce texte est de mettre en lumière certains mécanismes qui ne sont pas visibles dans les conflits et dans la vie quotidienne et d'y réfléchir pour pouvoir les transformer.

On trouve important de préciser notre position (à nous qu'on écrit le texte) : sur la ZAD, on appartient (pour la plupart d'entre nous) aux dominant.e.s, qu'on le veuille ou non. C'est à dire une catégorie de squatteur/euses plus valorisée dans cette lutte contre l'aéroport (mais on va expliquer ça dans la suite du texte). Comme au sein de notre groupe d'écriture on n'a pas toutes les mêmes positions sociales, ce n'est pas forcément évident de parler entre nous de ces rapports là.

On ne se place pas en dehors des rapports qu'on cherche à décortiquer dans ce texte, on y participe.

Déjà bien avant les expulsions, on pouvait remarquer qu'il existait des différences de légitimité entre les occupant.e.s. Il y a deux ans, y'avait les « gentil.le.s squatteur.euse.s » qui sont là pour lutter contre l'aéroport et son monde, et il y avait les « mauvais.e.s squatteur.euse.s », ceux qui étaient accusé.e.s de « profiter » de cette lutte. Cette distinction se fait aujourd'hui sentir à plus grande échelle; et depuis cet hiver, ça revient souvent de parler comme si il y avait deux camps bien délimités: « nous » et « eux » (qui ne désigne pas les mêmes personnes selon qui parle). Par exemple on a parlé des conflits entre l' « Est » et l' « Ouest » de la Zad, ou de ceux entre la Châtaigne (présenté comme le lieu bourgeois par les un.e.s) et les barricades (présenté comme l'espace des arraché.e.s par les autres). Dès fois ça fait des discussions un peu drôles, où on se fait prendre à partie pour des trucs faits par d'autres gens, vu qu'on a l'air d'être du même « groupe »...

Personne ne prend jamais la peine d'expliquer ce qui sépare le « nous » du « eux ». C'est un peu ça qu'on veut faire ici, mais c'est difficile parce que ça peut être diffus et subtil. On ne veut pas dire ce que sont les gens, on ne veut ni faire comme si ces catégories étaient des vérités ou des réalités, ni donner les caractéristiques « objectives » des deux catégories. Mais on veut décrire des représentations fréquemment véhiculées, des stéréotypes basés sur des inégalités concrètes.

D'un côté on n'a pas envie de donner de l'existence à cette idée de deux sous-groupes. De l'autre, vu que ça existe dans plein de têtes, bah faut bien en causer pour aller gratter ce qui se cache derrière. On va s'attacher ici à décrire les attributs (réels ou supposés) des deux « groupes ». Par facilité, on a choisi de les appeler dans ce texte « petit.e.s bourgeois.e.s » et « arraché.e.s ».

D'un côté, des gens bien placé.e.s dans cette lutte qui veulent pas se reconnaître comme tel.le.s...

Commençons par ceux que nous appellerons « petit-e-s bourgeois-e-s ». Bah, déjà, c'est beaucoup les « anciennes squatteuses » et « anciens squatteurs », celles qui sont là plus ou moins depuis le début du mouvement d'occupation, ou ceux qui ont rejoint en cours de route et se sont retrouvés camarades et potes. C'est aussi tous les liens qui ont été créés ici avec des gens « du coin » depuis un bout de temps : avec les habitant.e.s de longue date, avec les autres composantes de la lutte, plus récemment avec les nouvelles bandes de paysan.ne.s qui passent du temps ici, etc.

C'est un peu l'image des « bon.ne.s squatteur.euse.s » : celles qui sont « intégrées », qui sont potes avec les habitants d'avant les occupations, ceux qui sont considérés comme des interlocutrices crédibles par les fameux « historiques » de la lutte : ADECA, ACIPA, Coordination.

Parmi les personnes qui se sentent incluses dans ce « groupe », on retrouve différents éléments (ce qui ne veut pas dire que chacune des personnes rempli tous les critères) : plutôt des personnes issues de classes moyennes ou intellectuelles, ayant souvent fait des études universitaires, habituées à s'organiser en réunions ultra-formelles, avec ordre du jour, modération, tour de parole et tout le bordel. Tout le monde vient pas forcément de là, mais en tout cas les gens qui se sentent à l'aise dans ce groupe sont celles qui se sont intégrées dans ces codes.

On peut mettre aussi dans ce « groupe » les habitant.e.s de longue date, les autres composantes de la lutte citées plus haut et plus récemment les nouvelles bandes de paysan.ne.s qui passent du temps ici. Bref, des gens qui ont une grosse légitimité, due à leur « ancienneté » ou leurs liens avec la terre parce qu'ils/elles la travaillent (et que c'est quand même quelque chose de valorisé dans cette lutte).

Dans ce « groupe », y'a aussi pas mal de moyens matériels, de ressources économiques : des outils, des véhicules, de la thune, des lieux de vie avec connexion internet, des tracteurs, des réseaux d'entraide matérielle développés, etc. Ça peut être aussi des gens qui viennent de classes possédantes, qui ont du patrimoine, qui peuvent avoir la famille derrière (qui a payé des études, un permis de conduire, qui pourra aider financièrement en cas de coup dur), etc... Une autre caractéristique qu'on voit, c'est de bien aimer une certaine paix sociale : ça le fait pas trop d'élever la voix, de s'énerver, d'insulter, c'est mieux de se parler tranquillement, de manière « constructive » (en tout cas c'est ce qui est fort porté en réunion). Ça peut aussi être une manière de ne pas être familier de la baston, d'être mal à l'aise dès que le ton devient un peu menaçant dans une embrouille.

De l'autre côté, des gens qui dérangent la tranquillité des premiers...

Parlons maintenant de ceux qu'on a choisi d'appeler dans ce texte « les arraché.e.s ». Pour dire quelques éléments qu'on voit dans ce « groupe » et qui jouent des inégalités matérielles : ça peut être d'avoir moins d'accès que les « petit.e.s bourgeois.e.s » à des ressources logistiques (matos, véhicule) ou à des coups de mains matériels, que ce soit parce que moins de réseau ou parce que pas envie d'être redevable. Y'a des gens qui viennent plus d'une culture de la rue, qui peuvent se retrouver à faire la manche sur la route, ou qui volent des bagnoles ; des gens qui se triment des casseroles juridiques au cul (du sursis, un casier, des interdictions de territoire, etc.). Les personnes de ce « groupe » sont peu présentes dans des structures sur la zad comme les équipes médic et juridique ; et leurs réalités et besoins ne sont pas représentés dans ces structures (par exemple, y'a peu de connaissance sur les traitements de substitution dans l'équipe médic).

C'est pas la question de la responsabilité des structures citées, mais de celle de l'ensemble du « mouvement », en terme de préoccupation collective et d'énergie mise.

« Les arraché.e.s » sont souvent présent.e.s par les « petits bourgeois » comme des squatteur.euse.s installées depuis la phase d'expulsion ou plus récemment (même si certain.e.s sont là depuis un bout de temps). Ça concerne certains lieux de vie, pas mal les gens qui traînent sur la D281. Dans l'hiver, ça a été beaucoup cristallisé sur ceux qui font des barricades et des chicanes, qui bloquent la route, qui sont sur le qui-vive par rapport à un potentiel débarquement de keufs.

Dans les stéréotypes que ce « groupe » se triment, on peut citer l'image de gens tout le temps bourrés, consommant des tas de drogues ; qui ont l'« air » de punks à chiens, de zonards, etc. Aussi celle de « gens qui gueulent tout le temps », qui ne « savent s'exprimer que par la violence » (lié au fait de hausser le ton dans des embrouilles et de faire la menaces ou de mettre des coups). Ça dégage une impression que des bandes entières sont violentes et font peur. C'est ça qui est visibilisé : ça veut dire que quand un « arraché » gueule un coup ou colle

un pain, on en parle pendant 2 semaines, alors que si un « petit bourgeois » fait la même, ça passe inaperçu.

Ces représentations sont hyper présentes, à tel point qu'on a entendu pas mal de gens s'étonner sincèrement quand certaines personnes qui appartiennent à ce « groupe » ont des comportements qui ne correspondent pas à ces stéréotypes. « X a passé l'après-midi à discuter en buvant un thé à tel endroit » (sous-entendu : « c'est incroyable, il est capable de discuter tranquillement ! »). Ou « Figurez-vous que Z ne boit pas d'alcool et il est en train de construire un four en argile ». Sous-entendu : « il est capable de faire quelque chose de ses dix doigts ?! (et en plus il est même pas alcoolique!) ». Comme par hasard, pas mal de valorisation par le travail : les gens peuvent pas être si mauvais que ça si au moins ils savent bosser !

Rapports de classes et mépris

Pour nous, ce qui se joue généralement entre les « arrachés » et les « petits bourgeois » c'est un rapport de pouvoir asymétrique : les petites bourgeoises se considérant comme des personnes plus respectables, plus investies dans la lutte, de « bonnes militantes », bref, des gens avec qui on peut faire des trucs ! Nous, on a envie de parler de rapports sociaux de classe, pas dans le sens bourgeois contre prolétaires, mais dans le sens de deux catégories distinctes, auxquelles on attribue des caractéristiques spécifiques, avec le sous-entendu que y'en a une qui est mieux que l'autre. On pourrait dire que ça vaut dans les deux sens : y'a sûrement pas mal des « arrachées » qui considèrent les « petit.e.s bourgeois.e.s » comme des con.ne.s finies. Sauf que c'est pas symétrique. Parce que dans le monde dans lequel on vit, qui existe sur la ZAD comme ailleurs, bah quand même les « arrachés » (c'est à dire ceux qui ont l'air d'être ça) sont considérés comme des sous-merdes. Y'a un truc de mépris social qui se joue : des gens qui correspondent à une image stéréotypée des « arraché-e-s », et un paquet de gens qui se dit « merde, qu'est ce qu'ils/elles viennent foutre ici à déranger notre petite tranquillité ? ».

Pour donner quelques exemple entendu de la bouche de « camarades » (habitants du coin, squatteuses, paysans, etc.) « quand on passe sur la D281, c'est flippant, les gens ont tous des têtes de tueurs » ; « vermine » ; « gangrène » ; « si telle maison reste vide ça va encore être un endroit où y'a que des gens qui gueulent et qui s'embrouillent » ; etc. Bien sûr, là c'est les exemples qui sont un peu gros. Il y a aussi tous les petits trucs « subtiles » de soupirer quand quelqu'un-e parle, ou juste de pas écouter, de se raidir sur son volant à l'approche des chicanes parce que peur de l'embrouille, de se trouver à 30 à huer quelqu'une parce qu'elle hausse un peu le ton dans une réunion, etc. C'est des gens en train de s'énerver sur celles « qui ont rien à faire là », qui « profitent de la lutte ». Ou ceux qui font des tirades sur « on est pas là pour faire du travail social »... Nous non plus mais qui a dit qu'on avait besoin de faire du « travail social » pour relationner avec nos voisin.e.s ?!?

Nous, on dit que c'est pas un hasard. C'est pas parce qu'il y a une difficulté de rencontre entre les « ancien-ne-s » de la ZAD et les « nouvelles/eaux ». C'est pas parce qu'on est « tous/tes différent-e-s » et qu'il nous faut du temps pour se rencontrer et apprendre à s'arranger. C'est parce que des tas de gens venu-e-s s'installer plus ou moins récemment mettent en péril un ordre dominant établi, qu'il y a intérêt à les tenir à l'écart. C'est parce qu'on est produit-e-s par un monde qui stigmatise les gens qui traînent dans la rue, qui tapent la manche (c'est sûr, boire et s'engueuler dans une maison c'est moins visible). C'est parce que des personnes se trainent une image de « zonardes qui foutent la merde » que les personnes dominantes en ont peur. C'est pas un hasard si les comportements, les opinions, les paroles valorisées sont toujours ceux des personnes qui sont dans la position sociale la plus confortable ! Parce qu'occuper une position reconnue socialement, c'est avoir accès à un tas de privilèges (comme être plus écouté ou pris en compte, avoir plus facilement accès à des ressources, se sentir à l'aise et de la prise sur les situations, se sentir légitime, se sentir incluse dans les discours englobants, etc.) C'est pas par hasard si certain-e-s se retrouvent à définir « ce qui se fait » et « ce qui ne se fait pas » ; ce qui est « acceptable » ou non ! C'est toujours les dominant-e-s dans un rapport social qui ont le pouvoir de définir la morale, de séparer le bien du mal, de trier qui est « dedans » et qui est « dehors ».

Ces rapports là on les traîne avec nous ; et pour nous il est indispensable de reconnaître ça et d'en faire l'analyse si on veut pas continuer à entretenir ces rapports de merde et faire monter les tensions.

Les préjugés ça vient pas de nulle part, c'est pas un truc qui tombe du ciel. C'est parce que y'a un rapport de pouvoir inégal que y'a deux catégories qui sont faites ; c'est parce qu'une des catégories a le dessus sur l'autre qu'elle peut se permettre d'en faire une représentation caricaturale. Y'a pas de différenciation sans hiérarchisation : c'est toujours dans le même mouvement qu'on classe les gens et qu'on en définit comme « supérieur.e.s ».

Alors on brasse dans des cultures « anti-autoritaires », on est contre la hiérarchie et la domination, mais on n'a quand même pas envie de tenir compte de certaines inégalités lorsque ça ne nous arrange pas ou que ça ne fait pas partie de « LA grande lutte » (Hey, ça veut dire quoi alors le fameux « et son monde » copier-coller à la fin de chaque tract ?). Faudrait peut être assumer ça et accepter de le regarder, et arrêter de défendre ses petits privilèges : c'est quand même fou que face à des gens qui critiquent un texte jugé trop intello-universitaire, y'ait des réponses comme « ça se comprend très bien, fais un effort », « c'est juste du bon français » ou « on va pas se mettre à parler comme Oui-Oui ». Hey, être intello et sortir d'un milieu universitaire dans ce monde c'est être dans une putain de position de privilège, c'est maîtriser le langage des dominant.e.s, c'est jouer les codes du pouvoir, c'est faire sentir aux autres qu'ils/elles ont qu'à fermer leur gueule (marrant, ça à l'air d'être moins « violent » qu'une insulte ou un cri).

Parmi les gens qui sont catalogué.e.s comme des arraché.e.s, y'en a pas mal qui ont exprimé le fait de se sentir niquées sur des questions de répartition de la bouffe, du matériel, des coups de mains venus de l'extérieur, de l'accès aux thunes de la ZAD... (c'est par exemple des trucs qui ont été dits cet hiver à propos de la différence d'accès aux ressources entre la Châtaigne et Hors- Contrôle). Même si des groupes ont passé de l'énergie là dedans, on peut pas dire qu'il y ait eu beaucoup de discussions et de réflexions à l'échelle « globale ».

Un autre exemple de différence de « traitement » se retrouve dans la mobilisation collective par rapport à la répression : quand un paysan est convoqué au comico, rassemblement immédiat sur place ; alors que quand des « arraché.e.s » passent en procès, quasi personne au rencard covoiturage (c'est pourtant souvent plus ceux-là qui risquent de la tôle).

On entend aussi pas mal de gens qui disent ne pas se sentir entendus ou écoutées en réunion, d'avoir l'impression de pas être pris en compte dans les décisions collectives, etc ... Par exemple, au mois de mai, il y a eu de longues réunions à propos de la tranchée des Fosses Noires. Un « consensus » a été trouvé pour concilier les différents enjeux : l'accès aux parcelles agricoles et la protection de la zone. La décision était de construire d'abord le portail puis de reboucher la tranchée. C'est le contraire qui se passe et quand il s'agit de construire le portail, plus grand monde se sent concerné parce que le bouchage est terminé. On ne peut donc pas s'attendre à de jolies et gentilles réactions. Encore moins lorsque les ressentis des personnes qui se sentent menacées par le fait que la route redevienne circulante sont méprisées. Les « arraché.e.s » se sont fait arnaqué.e.s. Et puis peu de temps après rebelote ! Les gros cailloux. Gros cailloux posés par la préfecture au mois de juin pour condamner la D281. Il est décidé en plusieurs fois, à plusieurs moments, avec différentes composantes de LA lutte que la route sera réouverte mais que les cailloux resteront sur les côtés afin de faire des chicanes (des personnes été aussi contre le fait de la réouvrir). Mais ça ne se passe pas comme prévu : « on a les grosses machines, faisons joujou avec ! » et puis quand quelques personnes (un tout petit nombre) gueulent parce que tout est retiré, elles se font rembarrer et taxées de violentes. Alors on discute quand ? Et comment est-ce qu'on s'assure que ce qui est fait en action correspond à une la volonté collective ?

Un autre problème, dans ces conneries de « nous » et « eux », c'est aussi que ça invisibilise plein de rapports de merde à l'intérieur des « groupes ». Y'a qu'à se contenter d'être soudé.e.s et uni.e.s face aux autres, ceux avec qui y'a de « vrais » problèmes, et surtout pas laisser de place à critiquer toutes les situations de violence qu'il peut y avoir au sein de ceux qui se sentent un groupe ensemble...

« Faire quelque chose »

Du coup, pour en revenir aux « embrouilles », il y a eu plusieurs discussions pour « faire quelque chose » comme, par exemple, poser des limites à certaines personnes.

Le 21 juin, une quarantaine de personnes (appartenant plutôt à la catégorie des “petit.e.s bourgeois.e.s”) sont allées voir 3 personnes (appartenant plutôt à la catégorie des “arraché.e.s”): pour mettre un terme à des comportements jugés inacceptables : »il va falloir changer ou partir «.

On ne veut pas “attaquer” les personnes qui ont fait ça (en tout cas pas toutes), et on comprend bien que pour certaines il y avait des situations de craquage face à certains comportements répétés, et qu'il y avait le besoin de “faire quelque chose”. On veut juste soulever quelques questions que nous posent ce processus.

On trouve plutôt positif d'être capable d'aller signifier des choses, même de manière hostile, quand une situation ne nous convient pas, mais ça dépend de pourquoi et comment c'est fait. Ça ne nous va pas quand c'est pour rétablir la situation qui va aux personnes dominantes, celles qui décident. Plusieurs personnes refusent de remettre en cause les rapports de domination, sous couvert de « on a autre chose de plus urgent à gérer en ce moment», que « la lutte n'attend pas », avec des arguments chocs tels que « ça suffit de discuter, il faut agir », « y'a des habitants qui résistent et des paysans qui veulent se casser ». Déjà, ça sous-entend que tout le monde mette la même chose derrière le mot “lutte”. Ce qui voudrait dire que détruire les privilèges, et les rapports de dominations entre nous, c'est pas important, ni une priorité, voire c'est « de la sociologie de bas étage ». On se rend compte une fois de plus que LA LUTTE, ça veut rien dire.

Parmi les gens qui ont participé à cette action, certain.e.s ont régulièrement des propos carrément réacs et franchement fascisant, à propos de “ces gens-là” qui sont là uniquement pour “profiter” de la lutte, qui “ne servent à rien”, “n'ont rien à faire là”, ou qui ont besoin d'« être éduqué.e.s ». D'autres sont plus « subtiles » et assument moins leur mépris, mais n'en pensent pas moins (tout ça n'est pas très étonnant, dans une lutte qui a été présentée tout l'hiver comme « le petit village gaulois luttant contre l'envahisseur », référence bien chauvine et franchouillarde).

La question que nous nous posons est la suivante : Avec qui on fait des alliances, et pourquoi ? Est ce que la nécessité de “faire quelque chose” justifie de le faire avec n'importe qui et n'importe comment? Comment des camarades en sont-ils/elles arrivé.e.s à aller main dans la main “poser des limites” à d'autres avec des personnes qui produisent un discours ultra réactionnaire, et ne sont en rien des allié.e.s politiques ? Comment le silence de certain.e.s face à des discours fascisants légitime ces derniers ?

Par rapport au fait de menacer des gens de les virer, nous voulons bien que se pose la question : qui se donne le droit de trier entre ceux qui ont leurs place et ceux qui ne l'ont pas? Qui se sent la légitimité de venir chez des gens pour virer leurs cohabitant.e.s? Qu'on soit énervé.e.s contre certain.e.s, qu'on n'en puisse plus, qu'on ait envie de leur péter la gueule, c'est entendable.

Mais qu'on dise à certain.e.s « tu n'as rien à faire là », alors même que pleins d'autres ont fait tout autant de la merde sans même être critiqués, ça devient difficile à entendre.

Quand, pour la discussion qui a abouti à cette action, un groupe de personne se fait inviter sur la base de « ce sera pas le moment de discuter des rapports de classe », faut-il comprendre que l'idéal serait de faire une lutte entre privilégié.e.s ? Que le but est de signifier à des gens qu'on veut bien les tolérer si illes s'intègrent comme il faut. On estime que remettre en question ses propres privilèges, c'est déjà « faire quelque chose », pour capter ce qui se joue dans la situation et tenter de ne pas continuer à reproduire les rapports de domination.

Pour nous, il y a une mise à distance très claire d'un groupe stigmatisé quand autant de personnes se saisissent des questions d'agressions lorsque c'est « les arraché.e.s » qui sont en cause et que, par contre, quand c'est un des « petit.e.s bourgeois.e.s » qui est agresseur, silence radio (le mot d' "agression" n'est même pas utilisé). C'est vraiment 2 poids, 2 mesures. Quelques exemples : quand un habitant d'avant le mouvement d'occupation tabasse un squatteur et le met en danger de mort, pas de réaction collective. Quand une personne classée

dans les "arraché.e.s" dit avoir subi des insultes racistes de la part d'un paysan, pas de réaction collective. De même il n'y pas eu une telle implication quand des violences sexistes ont été visibilisées. Bizarre, vous avez dit bizarre ?! Pourquoi certaines violences sont-elles jugées inacceptables, quand d'autres sont passées sous silence, invisibilisées, voire niées ?

A propos de la "violence"

Ça commence à devenir vraiment pénible d'entendre parler de « violence » toutes les deux phrases pour qualifier des menaces ou des coups, comme si c'était les seules violences existantes.

Y'a tout le reste de la violence, celle qui est invisibilisée, celle dont on parle pas et qu'on veut pas reconnaître. Y'a les violences structurelles (c'est-à-dire qui sont pas liées à des conflits interpersonnels, mais à des positions de pouvoir différentes dans la société) qui sont reconnues largement dans cette lutte, comme celle de l'Etat, des flics et des patrons. Et y'a les violences structurelles dont personne ne veut entendre parler, comme le sexisme, le racisme, le mépris de classe, qui existent sur la ZAD. La violence, ça peut être de se faire regarder avec dédain, se sentir méprisé.e, dévalorisé.e, dénigré.e, humilié.e. Et c'est encore plus violent quand on se prend ça dans la gueule parce qu'on est pas dans la bonne catégorie (pas un mec, pas un-e blanch-e, pas un-e intello, pas un-e hétéro-e, etc.) La violence, ça peut être un paquet de trucs. Exclure, faire sentir que si on se plie pas à tel ou tel comportement on n'a pas de place, des agressions sexuelles, des attouchements, des manières d'être considérée comme une proie sur le marché sexuel. Ça peut être d'essayer de convaincre quelqu'un-e de faire quelque chose qu'il/elle a pas envie de le faire, imposer son point de vue, d'être majoritaire et de se sentir légitime. Ça peut être des moqueries, des vanes récurrentes, des petits trucs rabaissant dits sur le ton de l'humour, des menaces (quelles qu'elles soient), du chantage, de la pression, l'intimidation, des coups. Ça peut être aussi parler à la place des autres, juger des gens incapables de faire telle ou telle chose, contraindre par la force physique, immobiliser, maintenir, empêcher de passer, couper la parole, la monopoliser, ou ne pas prendre au sérieux les opinions de quelqu'un.e.

Surtout la violence, ça a pas de définition « objective » : y'a pas de définition des comportements acceptables ou inacceptables, valables dans toutes les situations. La violence, c'est celles et ceux qui la subissent qui peuvent la définir. Y'a pas de violence qui soit mieux qu'une autre. Une baffe c'est pas pire qu'une violence psychologique. Et parfois, les violences « visibles » (crier, insulter, menacer, frapper) sont simplement des riposte à d'autres violences plus insidieuses.

Le problème avec ces surenchères de « c'est violent », c'est de savoir qui est en position de définir ce qu'est LA violence, et où est la limite entre l'acceptable et l'inacceptable. Plutôt, ce qui se passe dans le monde, c'est que c'est ceux qui ont le pouvoir qui ont ce privilège là : les bourgeois, les patrons, les flics, les juges. C'est aussi les hommes, les blancs, les classes intellectuelles, les hétéros, etc. Alors bien sûr, on peut avoir notre propre morale, et c'est justement parce qu'on vit en confrontation avec le système qu'on peut choisir ensemble nos propres règles. Mais ça vaut le coup de se poser ces questions : pour qui on fait les règles ? Qui est dans la position de dire ce qui se fait ou ne se fait pas ? Est ce qu'on applique ces mêmes critères à nos proches, nos camarades du quotidien, nos ami.e.s ? Ou est-ce qu'on les réserve à ceux qu'on à envie de tenir loin de nous ?

En guise de conclusion...

Un truc qui s'est reproduit plusieurs fois dans l'histoire du mouvement d'occupation, c'est que les gens qui débarquent soient regardé.e.s de travers par les « ancien.ne.s » et doivent « faire leurs preuves » pour être reconnus. Ça fait vraiment un processus d'intégration : devoir montrer qu'on n'est pas des « parasites », mais qu'on a aussi une place dans LA lutte. Là, la valorisation se fait beaucoup par le travail : cultiver la terre, produire, construire des cabanes qui ont de la gueule. Y'en a marre.

Nous ce qu'on veut, c'est pas juste vivre côte à côte en « bonne entente », sans se marcher sur les pieds. Ce qui nous intéresse c'est de construire un cadre de lutteS ou tou.te.s aient leur place, leur légitimité.

A propos de la rédaction de ce texte, ça nous a pris pas mal d'heures de discussion, et ça a été bien prise de tête. Parce qu'on n'a pas les mêmes positions (on l'a déjà dit), mais aussi parce que c'est des sujets complexes qu'on n'a pas l'habitude de brasser, et que ça soulève plein de questions. On s'est rendu.e.s compte que certaines choses étaient floues dans nos têtes, qu'il fallait les affiner, et que c'était loin d'être fini. Bref, c'était hyper intéressant, et aussi bien le bordel !

En tout cas, on veut pas en rester là, de se contenter de pondre un texte (un peu trop long... on sait...), mais on a bien l'envie d'en discuter avec plein de gens...

[> C'est quoi un mouvement?](#)

🗨 Publié: le jeudi 25 juillet 2013 à 04:36 par anne o'nyme

Texte intéressant qui pose la question de l'action politique radicale, sans chercher à discriminer les "méchants" dominants planqués dans la lutte...

C rigolo (un peu quand même, si, si...) de voir des gens qui critiquent la culture universitaire et le bagage intello (donnant une assise, un statut dans la lutte) et qui élaborent entre elles un truc bien chiadé et complexe, qui ne se laisse pas saisir facilement. Donc qui sont capables de discuter calmement de leurs désaccords en s'écoutant et écrivant longuement, et qui sont déjà en train de réélaborer un entre-soi, une mouvance, une sensibilité politique, un séminaire, un COURANT (comme au NPA)...Je vanne!

Sinon, pour le terme "petit bourgeois", c'est un peu malheureux d'utiliser cette appellation qui était essentiellement utilisée par les staliniens à la grande époque du PC (et des purges et autres procès de Moscou...) pour dénigrer politiquement (avant de les buter) les gauchistes, anars et autres trotskystes dénonçant le bolchévisme de caserne et sa morale de faux-cul. Pourquoi sortir ça des poubelles de l'histoire..?

Les maos de la GP dans les années 60, et les rares qui survivent encore, utilisaient souvent ce mot de "petit-bourgeois" pour stigmatiser leurs adversaires politiques, qui ne faisaient pas partie du prolétariat authentique, celui qui gueule et qui monte au combat sans barguigner avec le commissaire politique derrière, bien sûr!

Mais si il y a cette césure entre les "petits bourgeois" et les "arrachés", c'est peut-être simplement parce que les gens n'ont pas les mêmes buts: certaines veulent construire un mouvement politique de résistance qui soit entendable, compréhensible, reproductible et qui ait une chance de s'élargir en rapport de force et gagner, alors que les autres ne se projettent pas forcément si loin mais vivent dans l'immédiateté, au jour le jour, parce qu'il y a de la chaleur humaine et un peu moins d'oppression en y mettant toute leur énergie parce qu'elles ne "calculent" pas, donc qui cognent si il faut...

Bien sûr, il est impossible de parler de l'"inutilité" d'une personne, comme si c'était un boulon, mais si les arraché-e-s deviennent majoritaires, le mouvement ne peut que s'auto consumer sans perspective et à court terme. Aussi je comprends la réaction collective qui a consisté à aller voir trois personnes manifestement craignos (mais je n'en sais pas plus que ce qui a été lu en assemblée zad-coordination) et capables de violence physique (comme les flics?) pour leur dire que ce n'est pas forcément parce qu'elles savent cogner qu'elles auront le dernier mot. Il y a différentes violences, c'est certain, mais la physique est quand même un échec pour la communication entre deux individus. Bon, y a des gens qui se cognent régulièrement dessus en continuant de vivre ensemble toute une vie, mais est-ce cela qu'on veut?

[> Commentaire masqué](#)

🗨 Publié: le jeudi 25 juillet 2013 à 23:04 par modo

Un commentaire considéré par son auteur lui même de méprisant envers les personnes ayant contribué à ce texte a été masqué.

[> A propos du texte "mepris de classe sur la Zad"](#)

Publié: le jeudi 25 juillet 2013 à 23:41 par Une revolté

Cette pseudo-analyse, où dans chaque paragraphe, une catégorie est visée, une étiquette est posée, manque cruellement d'humanité.

Depuis des années, sur le terrain, chacun, selon sa propre histoire, a su tisser des liens où justement les différences enrichissent et non divisent. Cette richesse là n'est pas contrôlable, ne se range pas dans des cases. Ne vous en déplaise, chères camarades, elle échappe à tous vos discours, juste elle se vit... Amies d'ici, amis d'ailleurs, relisez le texte "Aux révoltés de Notre Dame des Landes" :

<https://zad.nadir.org/spip.php?article320>, le souffle qui en émane est toujours d'actualité.

Une revolté, petite bourgeoise, habitante avant les occupations, privilégiée et ancienne de la ZAD...

<https://zad.nadir.org/spip.php?article1804>

[Commentaire inapproprié ?](#)

[> Juste milieu](#)

Publié: le vendredi 26 juillet 2013 à 14:09 par Acétone

Hé oui. Il ne faut pas être trop spontex dans les zads et autres endroits de socialisation alternative. Cela dit, il n'est pas non plus recommandé de s'y montrer trop « intello », c'est-à-dire trop critique, de se poser des questions oiseuses sur le fond des choses. Ça nuit à l'efficacité, et ça mène trop loin. Bref, un nouveau juste-milieu est en voie de création, pour les gens qui veulent toujours gérer, reconnaissent en gros toujours les mêmes nécessités fondamentales, mais « autrement ». Il se peut même que ça crée un domaine déversoir opportun au trop-plein en crise, ou que ça devienne une école pratique pour la gestion raisonnée du désastre, d'ici quelques années.

En tous cas, pour ceux qui se montrent « trop ou pas assez », encore raté. À un moment, il va peut-être falloir se dire que toujours réagir et converger n'est pas notre fait, et qu'il va nous falloir prendre l'initiative, loin des lignes de front certifiées.

[> Les différences enrichissent...](#)

Publié: le dimanche 28 juillet 2013 à 03:46 par Camille D.

Le déballage public était pas forcément nécessaire, mais la réponse à ce déballage était, lui, tout à fait inutile. Un bon vieux slogan de derrière les fagots, deux copy/paste: emballez, c'est pesé!

Enfin, si c'est là votre vision du débat, pourquoi pas, mais si l'on se pique de réfléchir à l'antiautoritarisme -parce que ocazou vous auriez pas remarqué c'est l'autorité de l'état à laquelle tout le monde s'oppose- il est quand même paradoxale d'utiliser les mêmes recettes que les représentants de cet état pour évacuer les questions gênantes.

Bon, alors donc: "les différences enrichissent et non divisent" oui, ok super. Et sur le fond du texte et à propos des questions de domination soulevées, un avis? Des réponses? Keke chose? Enfin quelque chose de plus pertinent que des phrases creuses sur la richesse des différences qui doit se vivre...

[> arraché, une classe sociale?](#)

Publié: le dimanche 28 juillet 2013 à 17:57 par bledard defeño

assimiler les "arrachées" à une classe sociale en opposition à une autre qui serait la "classe moyenne" et qui comprendrait aussi bien monde rural et agricole qu'ex-étudiants et gens "bien intentionnés" c'est assez bizarre.

les classes sociales au départ ça renvoie d'abord à un rapport des individus à la production capitaliste, où les fonctions sont départagées hiérarchiquement avec un "haut" et un "bas" assez évident.

mais dans les milieux squatters et/ou madmax, la question de ce qu'est le travail (capitaliste ou libéré, l'activité) s'est tellement désintégrée comme question et comme vie pratique (vive l'Etat social..), que "classes sociales" devient désormais synonyme de "culture d'inclus"/"culture d'exclus et/ou marginales". ce qui a pas grand chose à voir avec ce qu'est une classe sociale en vérité.

les "classes d'en bas", migrantes, prolétaires, paysannes, agricoles, ouvrières.. bref celles et ceux qui triment, dont le travail est utilisé, imposé et/ou récupéré de force par le système capitaliste en échange (ou pas..) de quelques breloques de "pouvoir d'achat"... ces classes là elles ont pas une "culture d'arrachées", ya que des classes moyennes ou supérieures pour avaler ces stéréotypes (qui servent évidemment à justifier une pseudo supériorité "morale"). Les "arrachées" peuvent être d'origine prolétaires ou pas, peuvent décider ou être rejetés par les circonstances dans les marges, mais ce qui est sûr c'est que dans les milieux d'en bas personne permettra à un "arraché", un "lascar" ou ce que tu veux de venir s'imposer, tirer ta caisse ou t'insulter au titre que lui serait "d'en bas" ou quelle autre connerie.

l'histoire du mépris social des "gens biens", de l'absence d'écoute et des codes de discussions dans les assemblées des gentils intégrés etc.. c'est encore une autre question (qui renvoie à "inclus"/"exclus" justement).

mais vouloir transformer les arrachées en "victimes", et surtout victimes d'une soi-disante oppression de classe, c'est ridicule. l'exploitation c'est autre chose, la galère d'en bas aussi, et les classes d'en bas travaillent, parce qu'elles ont pas le choix pour survivre. ya que dans les débris (occidentaux) de l'Etat-providence qu'on peut imaginer vivre en foutant rien. après savoir s'il vaut mieux profiter des privilèges et des poubelles de l'Etat providence ou bien alimenter le travail aliéné, c'est un autre débat.

[Commentaire inapproprié ?](#)

[> bloodi au secours y a maldonne a la zad](#)

Publié: le dimanche 28 juillet 2013 à 19:09 par 1bal'tringue et/ou batard-e
je tutoie le ou les auteur-es de ce texte car je ne crois pas à l'écriture collective et puis j'ai pas envie de faire seul-e contre tout-es .

Si effectivement aborder la question de domination et de pouvoir est nécessaire dans les luttes ,pourquoi utiliser internet telle une vitrine?

faire tourner ce texte dans les assemblées générales ,réunions,les lieux sur support papier semble judicieux car tu semble connaître pas mal de gens et ça évite de donner des billes aux différentes institutions qui surveillent et "gèrent". Ça n'empêche pas alors de rendre compte des suites mais ça se fera avec les gens concernés.

[Commentaire inapproprié ?](#)

[> bloodi au secours y a maldonne a la zad](#)

Publié: le dimanche 28 juillet 2013 à 19:27 par la meme
A parler de catégories on vient vite à parler à la place des premiers concernés- es.
Tu abordes le sujet de la dope(personnellement l'alcool est dans cette catégorie,et je n'ai rien contre les usager-es)en te demandant pourquoi la substitution n'a pas été prévue par des équipes médicales et la c'est fort de café (qui est aussi une dope) car la substitution vient du monde médical(qui n'est pas une coopérative ouvrière autogérée),et c'est aussi la personne concernée qui doit décider si elle fait cette démarche.Dans la dope il y a plaisir et cela traverse tout le monde même des gens que tu as qualifié petit bourgeois.....

[> bloodi etc..](#)

Publié: le dimanche 28 juillet 2013 à 19:44 par idem
une sociologue disait:"n'étudiez pas les personnes sans voix ça sera toujours retourné contre elles"
t'es qui pour décider qu'une personne doit prendre des produits de substitution?
Ça peut paraître logique que des personnes paniquent car il n'y a pas besoin de remonter au "printemps rampant" italien pour voir des lieux de vie et des mouvements de lutte bouffés par cette question.
En tous les cas ça n'empêche pas d'inviter des stands de réductions de risques lors des festivités que tu organises, de diffuser les journaux de ASUD(bloodi le cretoux aux petits rats en est la mascotte),et là tu verras que les catégories sautent sur le "public" concerné.
Ça pourra paraître donneuse de leçons tout ça , tant pis si c'est mal compris.
Si je ne peux pas danser votre révolution n'est pas la mienne"Emma goldmann

[> Du Fasciste-Libertaire, J'en suis ! Et Vous ?](#)

Publié: le samedi 3 août 2013 à 20:00 par Rosa

Arrivée en 2011, j'ai sentie cette méfiance des anciennes envers les nouvelles "recrues" cette même année. Certaines de celles qui habitaient les lieux ne souhaitaient pas par exemple que le camp NO-G s'installent sur les terres de NDDL. La hiérarchie des squatteuses s'est toujours imposée entre les "premières" venues et les "suivantes".

Mais malgré cela le camp c'est quand même mis en place pour trois semaines et a apporté son lot d'habitantes à long terme comme d'autres déjà présentes sur ou autour de la Zone et qui souhaitaient voir venir et s'implantées du monde pour grossir les rangs.

Au final, pour diverses raisons et par bonne connaissance de la vie en collectivité en squat depuis 15 ans, je ne suis pas restée. Mes seuls diplômes (que je n'ai pas) tiennent au fait que je squatte depuis 1998, ce qui me permettra d'en parler longuement et avec recul sur la situation.

Je suis très heureuse que cette discussion est eu lieu et qu'un texte en ai jaillit, car elle fait parti prenantes d'un gros chapitre de l'histoire du squat, elle évolue à mesure de l'expérience, des années et aussi de notre cursus scolaire, c'est sûr à 100%.

Après réflexion, nombres de lieux et de collectifs politiques à travers le monde se sont basés sur cette méthode. C'est à dire, un collectif était là au départ et au fur et à mesure du temps, celui-ci pour se protéger contre l'infiltration ou n'admettre que des personnes de valeurs, convaincues et activistes, ont posé des règles rebutantes. Comme prenons l'exemple de Lakabé au pays Basque sud, où une personne qui souhaite participer aux réunions collectives devra passer un sur place avant d'y participer. Ainsi, pour faire de grandes écoles ne faut-il point passer des concours, des épreuves pour faire valoir ses motivations. Ou bien, les défis permettent de stimuler notre engouement pour que l'on se dépasse soi-même.

Aristote disait que: "Le progrès ne vaut que si il est partagé par toutes"

Il me semble que pour les droits sociaux cela soit de même. Pourquoi ne partageons-nous pas nos puits de sciences, nos méthodes, nos cours d'antan, au lieu de tout renier en bloc alors que nous l'utilisons égoïstement.

Ou bien soyons de pures égoïstes et ne restons qu'en gens de bonnes consciences, les autres s'adapteront bien de toutes manières, ou pas, c'est pas notre problèmes, car les problèmes tout le monde en a. Alors BASTA!

Limiter les dégâts, prendre du recul des fois, taper dans le tas, prendre du temps pour soi, aller chez les autres pour voir comment elles font, FAIRE DES ATELIERS DE VIE collective, attractive et surtout artistique pour relâcher la pression,...

Au final, c'est jamais simple et il y a de quoi se taper la tête contre les murs. Mais pour celles qui connaissent la solitude ou encore la douleur et la souffrance, dans l'isolement on est jamais bien qu'avec les autres: Tout cela n'est qu'une réponse aux malaises que l'on vit: comme prendre de l'héro, être violent, être soumise, ou révoltées...

[> La petite bourgeoisie s'amuse](#)

Publié: le lundi 5 août 2013 à 22:39 par Aude

Je rebondis sur un commentaire qui refusait la notion de petite bourgeoisie au regard de ses usages stal. Je suis au contraire très contente de voir que les autrices ont osé le mot. Parce que "classe moyenne" ça fait inerte socialement, "bon ben on est ici à profiter (encore un peu) de certains privilèges mais on est presque des victimes du capitalisme, les 99 %". Non, la petite bourgeoisie est ambivalente, bourgeoisie mais petite, prédatrice et victime, et le mot exprime bien sa situation :

La petite bourgeoisie, communément appelée classe moyenne, c'est cette classe sociale qui, privée de pouvoir économique, n'est pas responsable de l'abjection ambiante mais profite toutefois de ses retombées. Une classe sociale repue de droits et qui ne se reconnaît aucun devoir.

C'est l'intro de ma série sur la petite bourgeoisie : <http://blog.ecologie-politique.eu/category/Textes/La-petite-bourgeoisie-s-amuse>. (Attention, approche petite bourgeoisie, déclassée mais reste le capital social.)

Et toujours dans un environnement petit bourgeois (alors en surface ce texte peut apparaître lointain, mais au fond je suis convaincue qu'on parle de la même chose, de l'invisibilisation des différences de conditions socio-économiques et socio-culturelles alors qu'on pourrait les travailler mieux si on les reconnaissait) : <http://blog.ecologie-politique.eu/post/Qui-nie-la-lutte-des-classes.>>

[C'est pour rappeler que même en l'absence d'"arraché-e-s" dans les milieux où on milite et où on se sent confortable, la question est posée de comment faire du commun autrement qu'en mots.](http://blog.ecologie-politique.eu/post/Qui-nie-la-lutte-des-classes.%3C/p)

<http://blog.ecologie-politique.eu/post/Qui-nie-la-lutte-des-classes.%3C/p>

Mad Zad, ce que l'expérience nous dit sur nous



★ publié le vendredi 9 août 2013 à 16:41 | I.B. | [Share](#)

Mis à jour : le vendredi 9 août 2013 à 22:39

Mot-clefs: [Logement/squat](#) [Resistances aéroport](#) [notre-dame-des-landes](#) [-ismes en tout genres \(anarch-fémin...\)](#)

Lieux: [Notre-Dame-des-Landes ZAD](#)

Cet écrit est spontané, mais n'émane pas moins de constats réfléchis. Il ne prétend pas décrire la ZAD, mais prend la ZAD comme point de départ pour une critique de « nos milieux ». Ça part de choses vécues pour en extirper des analyses personnelles. Ce n'est pas « on » ni « nous » qui parle, mais « je », histoire de laisser à l'individu et à ses ressentis toute leur place.

La ZAD, c'est avant tout une expérimentation (a)sociale, un microcosme de vie alternative au milieu d'un monstrueux foutoir. Pas juste un squat, mais un agglomérat de squats au milieu des champs et des bois. C'est des gens et des gentes de tous horizons et de tous milieux, réuni-e-s par une volonté commune de vivre en autonomie (pas en autarcie, en tout cas pas tout de suite). Le projet d'aéroport, c'est plutôt un prétexte. Pour certain-e-s, la lutte politique au sens large n'est aussi qu'un prétexte, mais on en reparlera. En tout cas la plupart sont sincères et de bonne volonté. Les autres sont arrivé-e-s là par hasard.

Les occupant-e-s de la ZAD ont tou-te-s plus ou moins pris la fuite. Elles/Ils ont quitté ce que certain-e-s, séduit-e-s par les délires conspirationnistes et/ou mystiques, aiment à nommer « Babylone » : la société contemporaine, avec son lot d'aberrations capitalistiques et sécuritaristes. Elles/Ils sont les indésirables et les insoumi-se-s que l'en-dehors n'a pas (encore) réussi à soumettre ou à absorber. Leurs manières d'exister et de penser en font les folles et les fous d'un monde et d'une société qui ne leur correspondent pas : les dément-e-s ont trouvé leur asile. Leur asile, c'est la zone.

A leur liberté toute acquise, les occupant-e-s ont offert des élans de créativité et d'initiative. Chaque lieu a son identité, ses folles inventions, ses visiteur.euse.s impertinent.e.s, ses habitudes et ses lubies. On y respire, on y souffle, on y cultive et on y partage. Et celle ou celui qui ne fait que passer sans s'incruster n'aura que rarement mauvaise opinion de l'atmosphère générale. Elle/Il aura bien des oui-dires négatifs, mais ne les prendra pas pour argent comptant : ailleurs, les anarcotouristes colportent la rumeur qu'à la ZAD vivent des héroïne.s, et cela en dépit des descriptions peu flatteuses de la presse tout-venant et des râles de riverains mécontents.

J'endosserai donc le rôle d'iconoclaste. Je veux aussi répondre à quelques textes publiés dernièrement et qui tentent d'analyser les conflits générés au sein et par la zone. Je diviserai ma bave de crapaud en parties, par soucis didactique ou parce que j'ai la prétention de rendre mon propos plus accessible :

PARANO CONFORTABLE

Comme le souligne le texte « *A propos du mépris de classe sur la ZAD* » publié sur [zad.nadir.org](#) le 23/07/2013 (qui par ailleurs reproduit ce même mépris de classe qu'il voudrait pointer du doigt), il y a bien sur la zone un échantillon du « milieu anar' » (est-ce vraiment un milieu homogène ? Le cas échéant, celui-ci est-il vraiment anarchiste?) importé d'ailleurs et qui s'est installé là dans la perspective de faire vivre une lutte, LA lutte ou encore LES luttes. Ce mini milieu, en transit longue durée sur la ZAD, a amené avec lui ses réflexes endogènes, ses habitudes militantes et son langage avant-gardiste. Il y a quelque chose d'agréable à retrouver ces repères sur place lorsqu'on appartient déjà à ce milieu et qu'on se retrouve parachuté là. Mais si on prend du recul, toutes ces normes propres à la sphère anarchiste paraissent bien pédantes. Il y a de l'entre-soi, c'est certain, et il peut s'avérer bien oppressant. Mais je n'irai pas jusqu'à affirmer qu'il est petit-bourgeois, ou alors ce milieu là constitue une nouvelle bourgeoisie en soi. Peut-être une bourgeoisie en devenir, qui se reconstruirait un sentiment de propriété autour de ses squats et érigerait son mode de vie en norme à imiter (c'est sans doute un peu l'effet que produisent les brochures pratiques qui foisonnent dans nos infokiosques).

En tout cas, il y a quelque chose d'oppressant dans l'air et qui émane de ce mini-milieu, une volonté de voir toute la zone, ses occupant-e-s (ancien-ne-s ou nouvelles/eaux) et ses visiteur-euse-s adopter une même vision du monde et les mêmes modes de vie et de lutte. On se focalise sur des manières de parler, on cherche à épurer le langage, à bannir des termes en pensant que ça aidera à combattre les actes auxquels ils renvoient. Surtout, on se coopte entre « personnes de confiance » et on fait de la rétention d'information, on protège jalousement ses liens privilégiés avec le monde extérieur, avec ses camarades de lutte dans nos villes d'origine ou ceux tissés sur place avec les habitant-e-s du coin. Le réseautage est devenu la valeur suprême de la lutte politique en ces temps d'inertie combative. On se réjouit d'agrandir notre « armée de l'ombre », mais on reste incapable de créer de véritables passerelles

avec ce-lle-ux qui nous ressemblent moins, comme par exemple ce-lle-ux que le texte « *A propos du mépris de classe sur la ZAD* » voudrait voir constituer une classe en soi : les « arraché-e-s ». Et dans ce travail de réseautage, consistant à établir à droite et à gauche des rapports de confiance supposée, qu'on accomplit consciencieusement dans l'objectif fantasmé de voir se constituer autour de soi le « groupe affinitaire » tant idéalisé, (*affinitaire*, un mot de notre novlangue à nous), on reproduit ces réflexes sécuritaires tant honnis, ceux-là mêmes sur lesquels on ironise par ailleurs : « *Combien d'autonomes faut-il pour changer une ampoule ?* » On s'imagine que les personnes avec lesquelles on partage son lieu de vie et le quotidien, ces ami-e-s qu'on connaît depuis « un bon moment », sont ce-lle-ux sur lesquels on pourra compter dans l'action et en cas de coup dur. C'est le pouvoir insaisissable de l'affect, dont toute personne ayant été balancée aux flics par son ou sa meilleur-e ami-e (pas volontairement, mais par faiblesse le plus souvent) se méfie comme de la peste. Aucune affection ne préserve de la trahison (voir le cas exemplaire de l'infiltré Mark Kennedy). Et c'est bien conscient de tout ça qu'on entretient malgré tout cette distance artificielle et paranoïaque avec les « nouvelles/eaux arrivé-e-s », les empêchant de participer aux petites actions qu'on organise entre ami-e-s, aussi peu risquées soient-elles. A quel moment ce-lle-ux-ci seront mis dans la confiance, et surtout pourquoi, cela reste un mystère : l'affinité est une notion tout à fait subjective.

Une chose semble pourtant certaine, il faut « faire ses preuves ». Pas en exhibant son CV militant bien sûr, mais plutôt en cultivant l'attitude parfaite de l'anti-héros, réservé et discret, qui attend son tour de parole pour faire part de son initiative, évite à tout pris les tournures de phrase impératives et dépose spontanément son portable dans la petite boîte en fer de la pièce voisine après avoir pris soin d'en enlever la batterie (accordant ainsi tout son importance au mythe urbain de l'écoute d'ambiance et dédaignant le fait que l'indic présent se gardera bien de dire qu'il a gardé son portable allumé dans sa poche). Pour autant, il faut savoir montrer qu'on est déterminé et capable, qu'on prendra vraiment part à l'action collective. Et les timides qui n'auront pas pris d'autre rôle auront celui de faire fonctionner « l'autogestion », en se chargeant des « tâches ménagères », tandis que les autres iront jouer à exister politiquement (au sein du milieu anar'), en organisant de nuit « LA lutte ».

Tous nos modes d'organisation politique sont désuets (et même parfois ridicules) et dénotent notre incapacité notoire à nous adapter aux réalités contemporaines de la répression. Mais plus gênant encore, ils trahissent le fait que nos peurs sont inadaptées au manque de danger réel de nos actions et que notre rage est essentiellement démonstrative. Notre manière d'appréhender la lutte politique est conditionnée par notre position de privilégié-e-s : on cultive la peur de la répression tout en ne prenant aucun risque réel. On est bien conscient-e-s que le régime démocratique nous permet presque tout, mais on est paralysé-e-s à la pensée qu'il pourrait se montrer impitoyable si on allait plus loin. A quoi sommes nous vraiment prêts ? Sommes nous vraiment radicalement engagé-e-s contre l'état actuel des choses ? Est-ce qu'on se donne réellement les moyens de mettre sur pieds une force collective ? Enfin, notre engagement dans la lutte correspond-il à une forme de passe-temps excitant ou à une véritable volonté de combattre l'état des choses ?

DE L'ALCOOL A BRULER

Jusque dans nos manières de consommer, nous reproduisons les schémas de la société que nous prétendons combattre. Nous savons critiquer ce-lle-ux qui boivent trop ou réagissent mal à l'alcool, mais nous refusons de remettre en question la consommation d'alcool en soi. Nous mettons en pratique la récup et le vol, mais l'alcool (et la fumette) restent des biens de consommation que la plupart du temps nous achetons. Et même dans les événements que nous organisons, l'alcool est bien souvent vendu à prix fixe, car il permet de faire du bénéf pour financer la lutte : plus de braquages comme dans les années 1970 – 1980, mais le commerce de la défonce. Et on s'accommode plutôt bien de cette accoutumance qui détruit bien souvent notre organisation collective.

A la ZAD, comme partout ailleurs, l'emprise de l'alcool sur certain-e-s n'est plus à démontrer, et sa consommation génère des conflits à répétition. Pour autant, l'idée de développer une zone « safe » ne sera jamais évoquée, comme l'idée de combattre les drogues ne l'est jamais. Se donner le moyen de refuser des produits mis entre nos mains par la société pour nous soumettre n'est pas une priorité et semble même carrément hors de propos, tant notre libéralisme en la matière justifie toutes les formes de défonce. Alors évidemment, il n'est pas question d'énoncer des interdictions, mais il est bien dommage de constater qu'on ne juge pas bon de s'organiser collectivement pour combattre ce fléau pourtant bien capitaliste, comme l'a fait le Mouvement autonome italien contre les drogues dures dans les années 1970. En attendant, on préfère à ce type de solution celle beaucoup plus stigmatisante consistant à distinguer les bon-ne-s des mauvais-e-s buveur-euse-s.

Entre les assemblées bordélisées, les violences physiques (souvent à caractère sexiste), les réflexes d'auto-destruction et les actes inconscients lors d'actions collectives ou individuelles, l'alcool a depuis

longtemps fait la démonstration de sa nocivité (et pas seulement chez les « arraché-e-s » si magnifiquement dépeints par le texte précité), mais on continue de reproduire les discours normés visant à justifier sa consommation « de manière modérée », comme s'il fallait absolument légitimer son existence (et du même coup celle de ses producteurs, qui sont bien souvent des multinationales bien grasses dont l'éthique n'a rien à envier à celle de Vinci). Il serait pourtant bien à propos de comparer les discours en faveur de la consommation d'alcool à ceux en faveur du port d'arme. Petite provoc. En tous cas, on gagnerait peut-être à devenir straight edge. On semble déjà convaincus du bien-fondé des arguments vegan, alors pourquoi pas pousser le bouchon un peu plus loin ?

CA SE CHICANE

On a déjà parlé des anar' et assimilé-e-s, mais pas des autres, ce-lle-ux qui sont arrivé-e-s sur la ZAD par d'autres biais que le « milieu » libertaire et l'engagement politique. Certain-e-s voudraient les mettre dans une catégorie alors qu'ils sont bien plus divers qu'il n'y paraît. Simples passager-e-s séduit-e-s par les possibilités d'alternative, vagabond-e-s venu-e-s trouver asile ou échoué-e-s là par hasard, teufeur-euse-s parachuté-e-s là suite au Festizad, bandit-e-s en fuite ou ado en cavale, baroudeur-euse-s et hippies en traveling, punks attiré-e-s par la vie sans contrainte, aucun substantif unique ne saurait qualifier cette multitude en stagnation sur la zone.

Pour autant, une identité s'est construite lors des affrontements de l'hiver 2012-2013, celle de « zadiste ». Rejetée par les un-e-s (nos anar') parce que jugée réductrice, elle est au contraire revendiquée par les autres (tout-e-s les autres), parce qu'elle a le mérite de créer du commun et qu'elle signe d'un nom l'acte de défit que constitue l'occupation de la zone. En tout état de cause, elle renvoie à l'idée de territoire à défendre.

Qui dit territoire, dit limites et voies d'accès. Les rapports entre le dedans et le dehors, entre ce-lle-ux qui habitent et ce-lle-ux qui ne font que passer, entre les ancien-ne-s et les nouvelles/aux, sont condamnées à s'accroître au fur et à mesure que s'affrontent des conceptions différentes de la défense des lieux, à savoir s'il faut ouvrir ou fermer les portes. Ce n'est donc pas étonnant que la grande majorité des discussions agitant la zone soient focalisées sur la question du contrôle des routes. Depuis la fin de l'occupation militaire, seuls des faux accords ont été trouvés sur la pertinence des barricades et des chicanes, sur la nécessité de garder les routes ouvertes ou de les fermer, de s'ouvrir sur l'extérieur ou de sécuriser au maximum la zone contre les interventions policières à venir, etc.

Et c'est notamment autour de la question des chicanes que s'est cristallisé le conflit entre les « gentil-le-s » et les « méchant-e-s » occupant-e-s, entre ce-lle-ux qui choisissent le compromis avec les paysan-ne-s et habitant-e-s historiques du coin afin de maintenir en vie la lutte contre l'aéroport et le monde qui va avec et ce-lle-ux qui voient en elles/eux des ennemis de classe (ce que sont les propriétaires terriens et les gros exploitants, il faut bien l'admettre) à bouter hors de la zone du fait que ces premier-e-s se sont déjà réapproprié-e-s cet espace et construit une identité en son sein. Les motivations politiques des un-e-s et des autres ne sont pas les mêmes : quand les un-e-s s'illusionnent encore d'une alliance bancale avec les opposant-e-s historiques, les autres ont déjà pris fait et cause pour un zone autonome sur laquelle construire des alternatives, y compris en jetant dehors leurs ennemi-e-s de classe et en bloquant totalement les accès au « monde extérieur ».

Quand les un-e-s voudraient voir la ZAD comme point de départ pour construire un combat politique plus large, d'autres la considèrent avant tout comme point d'arrivée pour s'émanciper tout de suite de la société qu'ils ont fui.

PSEUDO CONCLUSION

Alors bien sûr, le texte « *A propos du mépris de classe sur la ZAD* » amène des constats très vrais et proches des miens sur les rapports entre occupant-e-s, mais il n'amène pas pour autant une réflexion approfondie sur les schémas de domination portés par ses auteur-e-s elles/eux-mêmes. Il y a dans nos comportements toute une série d'attitudes qui nous isolent à la fois de ce-lle-ux qui nous ressemblent et des autres, à la fois différent-e-s de nous et bien intégré-e-s dans la société capitaliste. Les milieux anar' si tant est qu'ils existent en tant que catégorie à part entière, ont commis selon moi l'erreur fondamentale de considérer qu'il fallait faire sécession de la société qu'on prétend combattre pour faire preuve d'intégrité et pour pouvoir agir sans se compromettre. La logique du squat et la production de normes qui nous dissocient complètement du « citoyen lambda » font de nous des extra-terrestres bien incapables de communiquer avec ce-lle-ux qui ne sont pas dans nos normes. Nos manières de vivre, d'agir, de penser et de parler contribuent à désagréger tout ce qui peut créer du commun et nous exposent à des conflits insolubles. La ZAD a eu ce mérite de montrer qu'on est même bien incapables de trouver un langage commun avec des personnes qui rejettent l'autorité comme nous, mais n'ont pas la même manière que nous d'interagir avec le monde. Et nous avons le même problème lorsqu'il s'agit

de créer du commun avec les ouvrier-e-s, avec les habitant-e-s de banlieues, avec les migrant-e-s ou avec les personnes à la rue...

Je ne sais pas réellement si ce que je veux c'est créer un « *cadre de lutteS ou tou.te.s aient leur place, leur légitimité* ». J'y ai cru, mais j'aspire aujourd'hui davantage à m'organiser avec des personnes qui me ressemblent, mais qui ont compris l'enjeu de vivre en société, de ne pas faire sécession pour gagner en légitimité ou en intégrité. La légitimité n'existe pas. Et poser des cadres pour des luttes démonstratives et illusoire me paraît être une erreur, un écueil trop souvent répété. Les grandes alliances ne font pas les grandes victoires. On crée plus de commun lorsqu'on évite de se mentir mutuellement sur nos prétendues ressemblances et lorsqu'on part de nos différences pour trouver du sens commun et lutter côte à côte (un bon exemple reste celui du Weather Underground et des Black Panthers, conscients de leur nécessité d'agir séparément, mais dans un même objectif, celui de pouvoir vivre un jour ensemble sans mépris).

Alors, faut-il *venir sur la ZAD... ou pas* ? La question a été posée au sujet de l'accueil sur place. Je me la pose, mais en d'autres termes. Présenter la zone comme un exemple à exporter, certainement pas (Zad partout, oui mais pour quoi faire?). A visiter comme haut lieu de résistance, encore moins. S'il faut aller sur place, ce serait plutôt pour y voir des ami-e-s, pour apporter un coup de main (ou un coup de pied) lorsqu'on y est invité ou pour participer à une rencontre lorsqu'on la juge pertinente. Tout l'agenda événementiel de l'après expulsions quant à lui, visant à garder LA lutte sous les projecteurs tout en développant une forme de tourisme engagé, n'aura été qu'une longue mise en scène travestissant la réalité sur place. Ce n'est pas étonnant de voir qu'à partir de là quantité de gen-te-s sont venu-e-s sans savoir exactement ce qu'elles/ils venaient y faire...

Commentaire(s)

[> Non mais](#)

Publié: le dimanche 11 août 2013 à 14:26 par Tchín-tchín

Un verre de bon vin ne fait de mal à personne. Ou faut-il raser les vignes, le houblon et autres graines qui peuvent se transformer en alcool ?

"...peut-être devenir straight edge..."

Devenir sains, propres, purs aussi ?

Il faudrait peut-être commencer par interroger les raisons psychologiques qui font que des personnes ne peuvent supporter la vie sans dépendance à l'alcool, aux drogues, non ? Ca éviterait plus sûrement des actes définitifs ou pour le moins destructeurs envers soi et les autres. Je ne connais pas NDDL ni les arrachés ni les petits-bourgeois mais il y a peut-être moyen de proposer des groupes d'échanges restreints, genre thérapie, discussions, prise en charge collective, soutien affectif... C'est moins attrayant que les actions, mais ça ferait partie de l'expérimentation collective.

[> Singulier tout de même](#)

Publié: le jeudi 15 août 2013 à 12:36 par Legging

Singulier que cet article bien intéressant laisse muets les protagonistes habituels. Et ait été effacé rapidement du site zad-nadir. Est-ce qu'il appuierait quelque part où ça fait mal ?